

Crédit aux SNF – France • octobre 2020

Les entreprises modèrent leur recours à l'endettement pour le second mois consécutif

- Tout en restant très dynamique, la croissance du crédit aux SNF, mesurée en rythme annuel, ralentit quelque peu en octobre (+ 12,3 %, après + 13,0 % en septembre) sous l'effet principalement des crédits de trésorerie. Pour ces derniers, l'acquis de croissance annuel reste encore très élevé (+ 31,4 % après + 33,9 % en septembre).
- Les crédits à l'investissement poursuivent leur progression (+ 5,7 % en octobre, après + 5,8 % en septembre), sur la composante équipement (+ 7,7 %, après + 7,9 % en septembre) davantage que sur la composante immobilière (+ 2,5 %, après + 2,7 % en septembre).

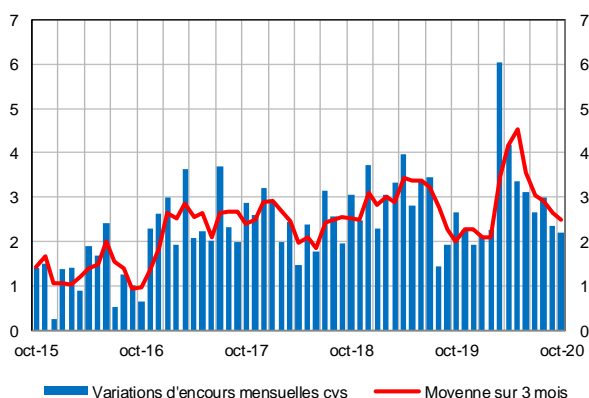
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel Brut		
		oct-20	août-20	sept-20
Total	1 187	13,1	13,0	12,3
Investissement	797	5,7	5,8	5,7
Équipement	493	7,8	7,9	7,7
Immobilier	304	2,5	2,7	2,5
Trésorerie	320	34,3	33,9	31,4
Autres	70	19,7	21,0	19,1

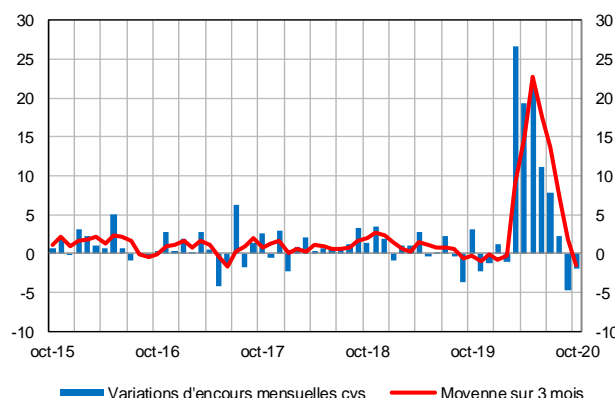
Variations d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variations d'encours mensuelles de crédits de trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

